

*Maison familiale rurale d'éducation et d'orientation de
Cologne*

Siège social, Les Clos de la Bourdette
32 430 Cologne

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels
arrêtés au 31/12/2 023.**

**Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels de l'association
arrêtés au 31/12/2 023.**

Mesdames, messieurs les membres de l'association réunis en assemblée générale ordinaire.

En ma qualité de commissaire aux comptes de votre association,

Maison familiale rurale d'éducation et d'orientation de Cologne

Siren: 322 959 610

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale réunie le 14 octobre 2 020, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de votre association, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2 023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2 023 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Le rapport ne comporte pas d'observation.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne :

Les pièces comptables justifiant les comptes nous ont été normalement fournies suivant nos demandes.

Le renforcement des procédures d'enregistrement des flux d'achats, de recettes et du contrôle interne associé.

Le dossier de révision du cabinet d'expertise comptable a pu être régulièrement consulté.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément. »

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'associations.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels établis à l'adresse des adhérents de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration le 5 Mars 2024.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Je vous remercie pour votre attention.

Fait à Montauban, le 21 mai 2024.

Jacques Lafon

Commissaire aux comptes.



Association MAISON FAMILIALE RURALE

LES CLOS DE LA BOURDETTE

32430 COLOGNE

COMPTES ANNUELS

Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023

1

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement	23 900	23 900		
	Frais de recherche et de développement				
	Concessions brevets droits similaires	4 394	2 478	1 917	1 173
	Fonds commercial (1)				
	Autres immobilisations incorporelles				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains	156 038	59 308	96 730	96 730
	Constructions	669 862	588 870	80 992	128 628
	Installations techniques, mat. et outillage indus.	27 633	27 323	310	456
	Autres immobilisations corporelles	510 420	452 743	57 677	41 465
	Immobilisations grevées de droits				
	Immobilisations en cours	35 726		35 726	
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations	7 636		7 636	7 529
	Créances rattachées à des participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	1 559		1 559	1 559
TOTAL (I)		1 437 169	1 154 623	282 546	277 540
ACTIF CIRCULANT	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes	5 513		5 513	1 136
	CREANCES (3)				
	Créances usagers et comptes rattachés	72 728	20 405	52 324	99 120
	Autres créances	6 695		6 695	10 401
COMPTES DE REGULARISATION	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	211 515		211 515	230 311
	Charges constatées d'avance	7 950		7 950	8 170
	TOTAL (II)	304 401	20 405	283 997	349 138
TOTAL ACTIF (I à VI)		1 741 570	1 175 027	566 543	626 678
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				1 559	1 559
(3) dont à plus d'un an					
ENGAGEMENTS RECUS					
Legs nets à réaliser : - acceptés par les organes statutairement compétents					- autorisés par l'organisme de tutelle
Dons en nature restant à vendre					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

		31/12/2023	31/12/2022
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise		
	<i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Report à nouveau	448 094	423 480
	Résultat de l'exercice	(39 196)	24 615
	Total des fonds propres	408 898	448 094
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports		
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	57 418	80 175
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs	57 418	80 175
	Total des fonds associatifs	466 317	528 269
Provisions	Provisions pour risques	23 944	21 074
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	23 944	21 074
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)	8 075	19 282
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	800	
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	26 119	20 809
	Dettes fiscales et sociales	23 454	18 801
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 497	
	Autres dettes	16 336	18 442
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes	76 282	77 335
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	566 543	626 678
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes		
	(1) Dont à moins d'un an	(39 196,01)	24 614,65
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP	71 433	69 260
	ENGAGEMENTS DONNES		

Compte de Résultat

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	31/12/2022
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Ventes de marchandises, de produits fabriqués	374 390	355 717
	Prestations de services		
	Productions stockée		
	Production immobilisée		
	Subventions d'exploitation	541 130	537 734
	Dons	35	
	Cotisations		
	Legs et donations		45
	Autres produits de gestion courante		53 541
	Reprises sur provisions et amortissements, transfert de charges	37 148	3 663
	Autres produits		
	Total des produits d'exploitation	952 702	950 700
	Achats	46 801	41 714
	Variation de stock		
CHARGES D'EXPLOITATION	Autres achats et charges externes	180 361	157 965
	Impôts, taxes et versements assimilés	14 404	15 688
	Rémunération du personnel	524 332	492 467
	Charges sociales	164 679	148 456
	Subventions accordées par l'association		
	Dotation aux amortissements et dépréciations	69 755	74 472
	Dotation aux provisions	23 944	21 074
	Autres charges	2 493	8 686
	Total des charges d'exploitation	1 026 771	960 522
	1 - RESULTAT COURANT NON FINANCIER	(74 069)	(9 822)
	Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges		
	Intérêts et produits financiers	2 350	452
	Dotation aux amortissements et aux dépréciations	71	266
	Intérêts et charges financières		
Produits financiers Charges financières	2 - RESULTAT FINANCIER	2 279	186
	3 - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)	(71 790)	(9 636)
	Produits exceptionnels	33 924	34 608
	Charges exceptionnelles	955	296
	4 - RESULTAT EXCEPTIONNEL	32 969	34 312
	Impôts sur les sociétés	375	62
	(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
	(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées		
	TOTAL DES PRODUITS	988 975	985 761
	TOTAL DES CHARGES	1 028 171	961 146
	EXCEDENT ou DEFICIT	(39 196)	24 615
	PRODUITS		
	Bénévolat		
	Prestations en nature		
	Dons en nature		
	CHARGES		
	Secours en nature		
	Mise à disposition gratuite de biens et services		
	Personnel bénévole		
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			

Etats financiers au 31/12/2023

ANNEXE

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

Au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total est de 566 543 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, affiche un total produits de 988 975 euros et un total charges de 1 028 171 euros, dégageant ainsi un résultat de -39 196 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis par le (a saisir).

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Concernant l'application du règlement sur les actifs, la société a retenu les hypothèses suivantes :

- Compte tenu de la nature de ses immobilisations, la société n'a pas été en mesure d'identifier de composants significatifs.
- La société ne prévoit pas de céder ses immobilisations avant l'achèvement de leur durée de vie. La durée d'utilisation correspond en pratique aux durées d'usage qui étaient antérieurement pratiquées.
- La valeur résiduelle des immobilisations à la fin de leur utilisation étant, pour la quasi-totalité de celle-ci, non significative ou difficilement chiffrable, elle n'a pas été prise en compte.

S'agissant de matériel d'occasion, les immobilisations sont amorties sur une courte

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

durée.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue.

Créances et dettes

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.



Immobilisations

Etat exprimé en euros

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virent p.à p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	23 900					23 900
	Autres	3 200		1 194			4 394
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	27 100		1 194			28 294

CORPORELLES	Terrains	156 038					156 038
	Constructions sur sol propre	268 263					268 263
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement	401 600					401 600
	Instal technique, matériel outillage industriels	27 633					27 633
	Instal., agencement, aménagement divers	164 415					164 415
	Matériel de transport	22 331		16 790			39 121
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	287 276		19 608			306 884
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours			35 726			35 726
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 327 555		72 124			1 399 680

FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	7 529		107			7 636
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières	1 559					1 559
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	9 088		107			9 195

TOTAL		1 363 744		73 425			1 437 169
--------------	--	------------------	--	---------------	--	--	------------------

Amortissements

Etat exprimé en euros

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement	23 900			23 900
	Autres	2 027	451		2 478
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	25 927	451		26 378
CORPORELLES	Terrains	59 308			59 308
	Constructions sur sol propre	251 980	13 413		265 394
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement	289 253	34 223		323 477
	Instal technique, matériel outillage industriels	27 178	146		27 323
	Autres instal., agencement, aménagement divers	160 656	649		161 304
	Matériel de transport	22 331	3 078		25 409
	Matériel de bureau, mobilier	249 571	16 459		266 030
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	1 060 277	67 968		1 128 245
TOTAL		1 086 204	68 419		1 154 623

2.

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

	31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations		
	Prêts		
	Autres immobilisations financières	1 559	1 559
	Clients douteux ou litigieux	25 970	25 970
	Autres créances clients	46 759	46 759
	Créances représentatives des titres prêtés		
	Personnel et comptes rattachés	236	236
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	2 509	2 509
	Impôts sur les bénéfices		
	Taxes sur la valeur ajoutée		
	Autres impôts, taxes versements assimilés		
	Divers		
	Groupe et associés		
	Débiteurs divers	3 950	3 950
	Charges constatées d'avance	7 950	7 950
	TOTAL DES CREANCES	88 932	88 932
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
------------	--------------	-----------	---------------

DETTES	Emprunts obligataires convertibles			
	Autres emprunts obligataires			
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine			
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	8 075	4 027	4 049
	Emprunts et dettes financières divers			
	Fournisseurs et comptes rattachés	26 119	26 119	
	Personnel et comptes rattachés	891	891	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	16 423	16 423	
	Impôts sur les bénéfices	375	375	
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Obligations cautionnées			
	Autres impôts, taxes et assimilés	5 765	5 765	
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 497	1 497	
	Groupe et associés			
	Autres dettes	16 336	16 336	
	Dettes représentatives de titres empruntés			
	Produits constatés d'avance			
	TOTAL DES DETTES	75 482	71 433	4 049
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts dettes associés (personnes physiques)				

4

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux usagers				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	21 074	23 944	21 074	23 944
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		21 074	23 944	21 074	23 944
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes usagers (familles, élèves)	21 087	1 336	2 019	20 405
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	21 087	1 336	2 019	20 405
TOTAL GENERAL		42 162	25 281	23 093	44 349
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			25 281	23 093	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

4.

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2023
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			7 950
616100- CCA GROUPAMA		4 302	
628180- CCA LE CEDRE		241	
615680- CCA ECOLAB		82	
613520- CCA CULLIGAN		184	
618200- CCA KAHOOT		50	
606400- CCA CHAMBERSIGN		56	
615600- CCA SMECSO		759	
615600- CCA HORIS		398	
613510- CCA CCLS		282	
606130- CCA ANTARGAZ		538	
606150- CCA COMBUSTIBLES		1 058	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			7 950



Honoraires des Commissaires aux Comptes

Etat exprimé en euros

	31/12/2023	31/12/2022	%	%	31/12/2023	31/12/2022	%	%
Audit								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
Emetteur M LAFON	4 063	3 869	100,00	80,12				
Filiales intégrées globalement								
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
Emetteur M LAFON		960		19,88				
Filiales intégrées globalement								
Sous-total	4 063	4 829	100,00	100,00				
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
Juridique, fiscal, social								
Autres								
Sous-total								
TOTAL	4 063	4 829	100,00	100,00				

Dettes garanties par des Suretés Réelles

Etat exprimé en euros

Nat. Dette		Org. Bénéficiaire	Montant début	31/12/2023
Emprunts	aménagement batiment	Crédit agricole	20 000	8 073
		TOTAL	20 000	8 073



Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires				
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecart de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	423 480			423 480
Résultat de l'exercice	24 615			24 615
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecart de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	80 175			80 175
Provisions réglementées				
TOTAL	528 269			528 269



Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Fonds dédiés				
TOTAL				

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice A	Utilisation en cours d'exercice B	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées C	Fonds restant à engager en fin d'exercice D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				

